



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BARRIERE FRERES

18 RUE LAFONT
BP 4
33290 Ludon-Médoc

Références : 26-0094
Code AIOT : 0053300793

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2026 dans l'établissement BARRIERE FRERES implanté 18 RUE LAFONT BP 4 33290 Ludon-Médoc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrivait dans le programme d'inspection de la DREAL Nouvelle-Aquitaine 2025. Cette inspection avait pour objet le récolement de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 24 janvier 2024, modifié le 30 janvier 2025, et de l'arrêté ministériel applicable aux installations BARRIERE Frères, à savoir l'arrêté du 11 avril 2017 relatif à la rubrique 1510. Compte tenu du calendrier des travaux engagés par l'exploitant, la visite d'inspection a été reportée début 2026.

La visite d'inspection avait également pour objet de traiter le dossier de porter à connaissance déposé le 23 septembre 2025 portant sur un projet de modification de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARRIERE FRERES
- 18 RUE LAFONT BP 4 33290 Ludon-Médoc
- Code AIOT : 0053300793
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

BARRIERE FRÈRES, négociant en vin, a acquis le site dans les années 1990. Historiquement, la société avait une activité d'embouteillage et d'étiquetage qui a été arrêté en 2015. Seule persiste sur le site l'activité de stockage. Pour répondre au besoin de la société, un projet d'agrandissement a été étudié, nécessitant de régulariser la situation administrative du site par le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, déposé en 2023.

La société BARRIERE FRÈRES est autorisée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 24 janvier 2024, modifié par l'arrêté complémentaire du 30 janvier 2025, à exploiter une installation de stockage de matières combustibles, classée sous la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

A la suite des travaux, l'installation est constituée de 2 nouvelles cellules de stockage de 2 920 m² pour la première et de 4 510 m² pour la deuxième, une zone de livraison, expéditions et préparation, de bureaux et des locaux techniques (local TGBT, local sprinklage notamment). Les nouvelles cellules de stockage disposent, en toiture, d'une installation photovoltaïque de production d'électricité.

Le site accueille environ 30 personnes.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Conformément à l'article R.512-46-23 du code de l'environnement, la société BARRIÈRE FRÈRES a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet de Gironde un projet de modification de ses installations. Le dossier a été déposé le 23 septembre 2025. Les modifications présentées portent sur :

1. la mise en œuvre d'un mezzanine au sein de la cellule 2 de l'entrepôt pour une surface d'environ 100 m²
2. la modification du parking des véhicules légers

Ces modifications ne sont pas soumises à la nécessité d'une évaluation environnementale systématique, ni d'un examen au cas par cas au titre de l'article R.122-2 du code de l'environnement.

À l'appui de sa demande de modification, l'exploitant a transmis tous les éléments permettant d'apprécier les dangers ou inconvénients qu'elles occasionnent pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

S'agissant de la modification consistant en la mise en œuvre d'une mezzanine au sein de la cellule 2 :

- une nouvelle modélisation Flumilog a été présentée pour tenir compte de la mezzanine ; cette nouvelle modélisation a conduit l'exploitant à décaler légèrement la voie engin au nord du site.

- en application du point 8 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, cette modification nécessitait de déplacer le stockage de spiritueux en cellule 1. La visite d'inspection a permis de vérifier le déplacement effectif des spiritueux au sein de la cellule 1.

- l'installation de sprincklage a été adaptée pour détecter et assurer la défense incendie sur les parties supérieures et inférieures de la mezzanine.

S'agissant de la modification d'implantation du parking, celle-ci ne remet pas en question les dispositions relative à l'accès et la voie engin ni à la gestion des eaux pluviales. Il est à noter que la nouvelle configuration permet de réduire les surfaces imperméabilisées du site.

Au vu des modifications présentées, les effets du projet de modification modifient à la marge les impacts résiduels du site, qui restent inchangés par rapport au projet initial.

Après examen du dossier et visite sur site, l'inspection des installations classées considère que ces modifications ne sont pas substantielles, et qu'il n'y a pas lieu de fixer des prescriptions complémentaires ni de modifier les prescriptions applicables. Il est à noter que des dispositions relatives aux cellules comportant une mezzanine sont inscrites dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable (arrêté du 11 avril 2017), et qu'il n'y a donc pas lieu de compléter l'arrêté préfectoral du site.

Un courrier de donner acte est transmis à l'exploitant en parallèle de ce rapport.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Voie engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.2 de l'annexe II	Demande d'action corrective	1 mois
7	Aires de stationnement (engin de secours)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.3 de l'annexe II	Demande d'action corrective	
10	Compartimentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	
11	Conditions de stockage	AP Complémentaire du 30/01/2025, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11 de l'annexe II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
16	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II	Demande d'action corrective	2 mois
17	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 de l'annexe II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité - 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II	Sans objet
2	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II	Sans objet
3	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II	Sans objet
4	Dispositions constructives	AP Complémentaire du 30/01/2025, article 3	Sans objet
5	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1 de l'annexe II	Sans objet
8	Accès aux issues et quai de chargement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.4 de l'annexe II	Sans objet
9	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5 de l'annexe II	Sans objet
14	Détection	Arrêté Ministériel du 11/04/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	automatique incendie	article 12 de l'annexe II	
15	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 24/01/2024, article 2.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis d'établir que la construction et la mise en exploitation du nouvel entrepôt de stockage par la société BARRIÈRE FRÈRES respectait globalement les dispositions réglementaires applicables et le dossier présenté par l'exploitant.

Certaines éléments de justification (détaillés dans le présent rapport) restent à produire par l'exploitant (finalisation du Plan de défense incendie, possibilité d'arrêt manuel de la pompe de relevage, vérification des installations électriques et foudre).

Enfin, il est attendu de l'exploitant qu'il engage dans les meilleurs délais la formation et l'entraînement du personnel à la défense contre l'incendie (organisation, moyens) afin d'intégrer la culture de sécurité nécessaire à l'exploitation d'un entrepôt de stockage de matières combustibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité - 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation (rubrique 1510) : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le registre d'inventaire généré quotidiennement sous la forme de tableurs. L'exploitant a précisé que deux inventaires par jours étaient réalisés. Ce registre permet d'établir la quantité de vin et spiritueux stockée et d'identifier la typologie des conditionnements (bouteilles, cartons, caisses bois). Seule la quantité de palettes bois n'est pas véritablement déterminée par le registre présenté (cf. point n°2).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II

<p>Thème(s) : Risques accidentels, Connaître les quantités de matières dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. [...]</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; [...]</p> <p>Article 1.2 de l'APC du 30 janvier 2025</p> <p>[...] Le stockage de spiritueux est assimilé au stockage de matières dangereuses. Il est limité à 8 m³.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données du registre (décrits au point précédent) sont stockées sur des serveurs distants. Ils sont donc accessibles à tout moment pour les services de secours.</p> <p>Comme décrit au point précédent, les registres présentés permettent d'identifier la typologie des conditionnements (bouteilles, cartons, caisses bois) sans en synthétiser la quantité approximative. Par ailleurs, la quantité de palettes n'était pas évaluée.</p> <p>A l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis une nouvelle version du registre complété des données manquantes pour établir les synthèses attendues (volume d'éthanol, volume de spiritueux, quantité de bouteilles verre, masse des cartons, masse des caisses bois, masse des palettes). La nouvelle version du registre n'appelle plus d'observations.</p> <p>Selon cet inventaire, le volume de spiritueux stocké était d'environ 2 m³ pour une quantité autorisée de 8 m³.</p> <p>Dans le porter à connaissance du 23 septembre 2025, l'exploitant a présenté la modification de localisation du stockage des spiritueux, compte tenu de l'intégration d'une mezzanine dans la cellule 2 (en application du point 8 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017). Les spiritueux sont désormais stockés exclusivement dans la cellule 1. L'inspection a contrôlé sur site le respect de la localisation des spiritueux tel que présenté dans le porter à connaissance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>N° 3 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire synthétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>[...] Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...]</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour <i>a minima</i> de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, <i>a minima</i>, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. [...]</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte tenu de l'activité et de la typologie des matières combustibles stockées (vin, spiritueux, caisses, cartons, palettes), l'information vulgarisée des substances est directement communicable.</p> <p>Comme vu précédemment, l'état des stocks est mis à jour quotidiennement. La localisation de l'ensemble des matières stockées est déterminée sur l'ensemble des 2 cellules.</p> <p>L'exploitant réalise par ailleurs des inventaires physiques périodiquement.</p> <p>Aucune matière dangereuse stockée ne fait l'objet de fiche de données de sécurité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Dispositions constructives

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/01/2025, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Tenue au feu des murs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2024 est abrogé et remplacé les dispositions suivantes :</i></p> <p>« L'article 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 est complété par les dispositions suivantes :</p> <p>Le mur séparatif entre les cellules 1 et 2 est REI 120, dépassant d'un mètre en toiture. Des bandes de protection A2s1d0 sont placées en toiture, de part et d'autre de ce mur sur une largeur minimale de 5 m.</p> <p>Le mur extérieur en façade Sud de la cellule 1 est REI 120.</p> <p>Le mur extérieur en façade Ouest (portes de quai) de la cellule 1 est REI 120 au droit de l'aire de mise en station des moyens aériens.</p> <p>Le mur séparatif entre la cellule 2 et les bureaux est REI 120.</p> <p>Le mur extérieur en façade Nord de la cellule 2 est REI 120 <i>a minima</i> devant l'aire de mise en station sur toute la hauteur.</p>

Le mur extérieur en façade Est des cellules 1 et 2 est REI 120 sur une hauteur d'au moins 2,5 m. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de respect de ces dispositions, notamment le caractère coupe-feu des différents murs des bâtiments de stockage (séparatifs entre cellules, extérieurs...) et des ouvrants / portes. »

Point 4 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017

Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. [...]

L'ensemble de la structure est *a minima* R 15, [...]

Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). [...]

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées différentes attestations, et PV établis, du dossier des ouvrages exécutés.

L'inspection des installations classées a contrôlé les attestations de certains ouvrages et équipements : murs REI 120, structure béton REI60, stabilité R15 de la charpente, attestation de non-ruine en chaîne de la structure et de la charpente, toiture BROOF (t3), portes coupe-feu 2 heures notamment.

Certaines de ces attestations ont été transmises à l'issue de l'inspection.

L'inspection des installations classées a contrôlé sur site la cohérence de mise en œuvre des différents ouvrages au regard du dossier des ouvrages exécutés et des dispositions attendues par l'arrêté préfectoral notamment. Un essai de fermeture d'une porte coupe-feu dans le mur séparatif REI120 des deux cellules a été réalisé avec succès.

L'inspection des installations classées a par ailleurs pu constater les dépassements en toiture et en façade des murs coupe-feu (nord, sud et ouest), tout comme l'identification par affichage des murs coupe-feu au droit des aires de mise en station des moyens aériens.

S'agissant de la toiture, l'exploitant a pu également présenté l'attestation de maintien du caractère BROOF (t3) avec le système de supportage de l'installation photovoltaïque en toiture.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'accès

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules, dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation, stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis

<p>les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a pu constater sur site l'accès unique présent pour l'intervention des services de secours. L'exploitant a précisé que le portail était ouvert de 7h45 à 18h00 et de la possibilité d'ouverture à distance en cas de nécessité. En dehors des heures ouvrées, le site est télésurveillé et un gardien habite sur site.</p> <p>Selon le plan de défense incendie, sur alarme incendie, après levée de doute (caméras), les services de secours et les astreintes directions et techniques sont contactées pour assurer l'accueil des secours et l'ouverture du portail d'accès (si gardien absent).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Voie engins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.2 de l'annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre de la voie engin</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins. <p>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie

;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins. [...]
Constats : L'inspection des installations classées a constaté sur site la présence de la voie engin périphérique donnant accès au bâtiment, aux aires de mise en station des moyens aériens et aux aires de stationnement des engins. Lors de la visite, une benne de recueil de déchets était positionnée sur la voie engin - coté Est - entre le bâtiment et le bassin de confinement. L'exploitant s'est engagé à l'évacuer dans les meilleurs délais
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour laisser dégagée la voie engin en tout temps.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Aires de stationnement (engin de secours)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.3 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre des aires de stationnement
Prescription contrôlée : 3.3.1 - Aire de mise en station des moyens aériens Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au 3.2. Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. [...]. Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. [...] - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². 3.3.2 - Aire de stationnement des engins

<p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au 3.2.</p> <p>Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; [...] - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté sur site la présence des aires de mise en station des moyens aériens et de stationnement des engins (pour mise en aspiration), matérialisées par un marquage au sol.</p> <p>Leur localisation est cohérente avec le plan de lutte contre l'incendie établi. Les dimensions de ces aires n'appellent aucune observation.</p> <p>Seule l'aire de stationnement des engins associée au poteau incendie situé au Nord du site n'était pas matérialisée au sol.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant matérialise au sol l'aire de stationnement des engins de secours associée au poteau incendie situé au Nord du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 8 : Accès aux issues et quai de chargement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.4 de l'annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre des accès aux issues</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A partir de chaque voie engins ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p> <p>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.</p> <p>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied. [...]</p> <p>Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une</p>

<p>ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.</p> <p>Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a contrôlé l'ensemble des accès identifiés dans le dossier d'enregistrement sur l'ensemble des façades.</p> <p>Ce contrôle a permis de constater la cohérence des issues avec le dossier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5 de l'annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre des dispositifs de désenfumage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R.4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur</p>

l'extérieur. [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les notes de dimensionnement de l'installation de désenfumage pour les 2 cellules et la zone de livraison justifiant, par canton, la surface utile de désenfumage nécessaire et le nombre de lanterneaux nécessaire. Le dimensionnement et cantonnement n'appelle aucun commentaire.</p> <p>Les amenées d'air sont obtenus par l'ouverture des différents accès (conforme au accès identifiés dans le dossier - cf. point précédent).</p> <p>L'inspection des installations classées a contrôlé sur site la cohérence de mise en œuvre effective des lanterneaux et le positionnement des écrans de cantonnement des cellules 1 et 2 au regard des plans de désenfumage présenté. La visite en toiture a permis de confirmer que les lanterneaux sont situés à plus de 7 m du mur coupe-feu séparatif des cellules 1 et 2. Les commandes de désenfumage sont bien présentes en deux points opposés des cellules 1 et 2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre du compartimentage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. [...]</p> <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ; - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; - Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ; - si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. <p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement.

Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a contrôlé le compartimentage de l'entrepôt (voir également points précédents s'agissant de la réaction au feu des murs et portes coupe-feu) sur site.</p> <p>La matérialisation des murs coupe-feu à l'extérieur du bâtiment a été constatée.</p> <p>Le calfeutrage des ouvertures pour passage de câbles entre le bâtiment existant et la cellule 2 a été constaté.</p> <p>La prolongation des murs extérieurs sur une largeur de 0,5 m, coté nord et coté Est a été constaté (les murs extérieurs n'étant pas REI120 sur toute la hauteur).</p> <p>Le dépassement des murs REI 120 en toiture a été constaté, tout comme la mise en œuvre sur l'ensemble de la toiture d'une protection *comportant une feuille métallique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie le caractère A2 S2 d1 de la protection mise en œuvre en toiture</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 11 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/01/2025, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2024 est abrogé et remplacé les dispositions suivantes :</i></p> <p>« L'article 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 est complété par les dispositions suivantes :</p> <p>Les stockages dans les 2 cellules respectent les conditions suivantes :</p> <p><u>Cellule 1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 doubles racks maximum d'une hauteur maximum de 10 m ; • 2 simples racks maximum d'une hauteur maximum de 10 m ; • la zone de réception/expédition (coté ouest) s'étend sur 24 m devant les racks de stockage ; • les distances des racks aux parois de la cellule sont les suivantes : 0,5 m (coté est), 0,5 m (coté nord), 0,5 m (coté sud) et 24 m (coté ouest) ; • palettes : palettes 1510 par défaut issues de FLUMILOG ; <p><u>Cellule 2 :</u></p> <p>Zone de stockage en racks - coté sud de la cellule</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 doubles racks maximum d'une hauteur maximum de 10 m ; • 2 simples racks maximum d'une hauteur maximum de 10 m ; • les distances des racks aux parois de la cellule sont les suivantes : 0,5 m (coté est), 0,5 m

(coté nord), 0,5 m (coté sud) et 4 m (coté ouest) ;

- palettes : palettes 1510 par défaut issues de FLUMILOG ;

Zone de stockage en masse - coté nord de la cellule

- 3 îlots de stockage répartis sur une largeur de 8 m et sur la longueur du bâtiment, d'une hauteur maximum de 5 m avec une largeur d'allée entre îlot de 5 m ;
- les distances des îlots aux parois de la cellule sont les suivantes : 2 m (coté est), 1 m (coté nord), 5 m (coté sud) et 4 m (coté ouest) ;
- palettes : palettes 1510 par défaut issues de FLUMILOG. »

[...]

Point 9 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;

2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. [...]

La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection, seul l'aménagement de la cellule 1 était achevé.

La cellule 2 était en cours d'aménagement. Cette cellule comporte une zone de stockage sur racks et une zone de stockage en masse. L'inspection des installations classées a constaté qu'une partie du stockage en masse était constituée mais ne respectait pas la distance d'éloignement d'un mètre de la paroi nord. L'exploitant s'est engagé à déplacer son stockage et matérialiser les zones de stockage en masse.

Par ailleurs, en attendant la finalisation de l'aménagement de la cellule 2, l'inspection des installations classées a pu constater qu'un stockage résiduel est opéré dans une ancienne zone de stockage du bâtiment existant. L'exploitant a indiqué que le déménagement complet devrait être achevé fin février.

Dans le porter à connaissance déposé le 23 septembre 2025, l'exploitant présentait la modification consistant à mettre en place une mezzanine d'environ 110 m² dans l'angle nord-ouest de la cellule 2. L'inspection des installations classées a pu constater, sur site, la mise en œuvre de cette mezzanine. L'installation de sprinklage a été adaptée pour couvrir la partie supérieure et inférieure de la mezzanine. Le système de sprinklage fait office de détection incendie. Dans son dossier de porter à connaissance, l'exploitant a présenté les études actualisées FLUMILOG associées à cette modification. Il est à noter que la mise en œuvre de la mezzanine a conduit l'exploitant à revoir le stockage des spiritueux, assimilés à des matières dangereuses, au sens de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Le point 8 de l'annexe II de cet arrêté dispose en effet que les cellules particulières ayant à vocation à stocker des matières dangereuses ne comportent pas de mezzanines. Comme vu au point de contrôle n° 2, les spiritueux sont désormais stockés en cellule 1.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que les zones de stockage en masse respectent les dimensions prescrites, ainsi que les distances d'éloignement aux parois et éléments de structure, telles que fixées à la fois dans l'arrêté préfectoral et au point 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. L'exploitant justifie les dispositions prises auprès de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant justifie de l'aménagement définitif des deux cellules et de l'évacuation des matières combustibles de l'ancienne zone de stockage présente dans le bâtiment existant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11 de l'annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. [...]</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. [...]</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.[...]</p> <p>Article 5 de l'APC du 30/01/2025</p> <p><i>L'article 2.2.4 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2024 est abrogé et remplacé les dispositions suivantes :</i></p> <p>« L'article 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 est complété par les dispositions suivantes :</p> <p>Afin de contenir les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, l'exploitant dispose d'une capacité minimale de 1 360 m³, déterminée selon le guide D9A.</p> <p>Cette capacité de rétention est en partie réalisée par un bassin de rétention étanche de 985 m³ (qui aura fonction de bassin tampon en période normale et de bassin de rétention en cas d'incendie). Le reste de la capacité de rétention est assurée par la rétention sur dallage sur 10 cm</p>

au sein des cellules de l'entrepôt représentant un volume de 380 m³.

L'ensemble des volumes confinés doit être effectué sur des zones étanches et intègres et l'exploitant doit être en mesure de le justifier.

Pour la partie du confinement interne à l'entrepôt, ce dernier est assuré par la mise en œuvre de seuils maçonnés au niveau des portes d'accès piétons et des portes sectionnelles de plain-pied des locaux de stockage. Ces seuils seront dotés d'un pan incliné afin de faciliter l'accès des services de secours avec un dévidoir.

Le cas échéant, l'exploitant met en place une procédure incendie permettant de garantir la rétention des eaux incendies polluées en tout temps, notamment hors heures ouvrées.

Les dispositifs d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. La pompe de relevage du bassin de confinement, faisant office de vanne d'isolement, doit être asservie à la détection incendie afin de se couper en cas de déclenchement de l'alarme. La pompe de relevage doit également être équipée d'un dispositif d'arrêt manuel de secours. Les commandes des dispositifs d'arrêt de la pompe doivent être signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie / pollution » doit être apposée directement sur la pompe afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention.

Pour ce qui est du volume d'eaux d'extinction confinées au droit des dallages intérieurs au bâtiment, l'exploitant définit une organisation visant à garantir une parfaite étanchéité du revêtement de sol. »

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté sur site la mise en œuvre d'un bassin de confinement des eaux. L'exploitant a présenté la justification de la géométrie du bassin établissant son volume à 1059 m³, pour 985 m³ prescrits.

S'agissant du confinement interne (380 m³ attendus), l'inspection des installations classées a pu constater la mise en rétention formée au sein des 2 cellules par la création d'un seuil d'environ 10 cm au niveau des façades Nord, Est et Sud (et de chaque portes d'accès). Cependant, au niveau de la zone de livraison, l'inspection des installations classées a constaté qu'aucun seuil, ni pente ne semblait être mis en œuvre pour assurer le confinement. A l'issue de l'inspection, l'exploitant a présenté la coupe du bâtiment tel que construit présentant les nivellements du sol au niveau de la cellule 2. Cette coupe met en évidence l'existence d'une pente de 0,9% et une différence de niveau permettant de garantir la hauteur de rétention de 10 cm (11,20 m NGF au niveau des quais pour 11,09 m NGF au niveau du sol de la cellule 2 et 11,15 m NGF au niveau supérieur des regards de récupération des eaux vers le bassin de confinement). Sur la base de ces éléments, l'inspection des installations classées peut considérer que le confinement interne est assuré.

Au jour de l'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure d'expliquer le principe d'arrêt de la pompe de relevage du bassin de confinement. Il est à noter que, selon le principe présenté par l'exploitant, l'arrêt de la pompe de relevage assure le confinement des eaux dans le bassin en cas de nécessité (compte tenu du principe d'évacuation des eaux retenu sur site). A l'issue de l'inspection, l'exploitant a communiqué les précisions suivantes, obtenu auprès du maître d'œuvre : *"en situation d'incendie, cette pompe est asservie au système de sécurité incendie. Son fonctionnement est automatiquement interrompu dès le déclenchement de l'alarme incendie, garantissant ainsi le confinement des eaux d'extinction. Le boîtier de commande de la pompe est implanté dans le local sprinklage et dispose d'un arrêt d'urgence directement accessible."* Lors de la

<p>visite du local sprinklage, il a été constaté la mention "Alarme Démarrage" sur le boîtier de commande de la pompe de relevage.</p> <p>La commande manuelle d'arrêt de la pompe de relevage, accessible, n'a pas été constatée ni contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure de l'asservissement automatique de la pompe de relevage et justifie de l'exécution d'un test auprès de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant justifie de la présence d'un dispositif d'arrêt manuel de secours de la pompe de relevage, de son signallement et de l'accessibilité du dispositif.</p> <p>L'exploitant s'assure de la mise en place d'un entretien et d'une maintenance rigoureux du dispositif de relevage et de la réalisation de tests réguliers conformément au point 11 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre des moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. [...]

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. [...]

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Article 2.2.3 de l'AP d'enregistrement du 24/01/2024

L'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 est complété par les dispositions suivantes :

Les besoins en eau pour la lutte contre l'incendie ont été estimés selon le guide D9, édition juin 2020 et sont de 300 m³(150 m³/h durant 2 heures) hors installation de sprinklage.

En cas de modification des hypothèses de calcul de ce besoin (hauteur de stockage, présence de matériau aggravant...), l'exploitant produira une nouvelle évaluation de ses besoins en eau selon la version en vigueur au moment de la modification.

Les besoins en matière de défense incendie sont assurés par :

- 2 réserves aériennes souples de 120 m³ disposées au sud-ouest et sud-est du site, disposant d'une aire de mise en stationnement des engins de secours par multiple de 120 m³ ;
- 1 réserve incendie de 1 100 m³ disposée au nord-ouest du site ;
- 1 poteau incendie privé délivrant *a minima* 60 m³/h sous 1 bar disposé au nord de la cellule 2.

L'exploitant réalise chaque année des mesures de débit du poteau incendie.

Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'ensemble du bâtiment neuf est protégé par une installation de sprinklage. Cette installation de sprinklage est associée à 1 cuve aérienne de 480 m³.

Les réserves incendie suscitées doivent satisfaire aux exigences ci-dessous :

- préalablement à la mise en service desdites réserves, l'exploitant fait réaliser un essai réel de mise en aspiration par un engin pompe du SDIS ;
- les réserves de 120 m³ dispose *a minima* d'une colonne d'aspiration de 150 mm munie de deux sorties de 100 mm ;
- la réserve de 1100 m³ dispose *a minima* de 3 prises de raccordement de 100 mm
- ces réserves et les aires de raccordement pompiers associées sont situées en dehors des zones d'effets thermiques.

De plus, l'exploitant réalisera un contrôle fonctionnel simplifié de ces réserves au moins une fois

par an pour s'assurer de l'accessibilité et de la visibilité / du volume d'eau disponible / du bon état des équipements de mise en aspiration. Le résultat de ces vérifications doit être consigné et tenu à la disposition de l'inspection.

Constats :

L'exploitant a présenté les attestations APSAD R1 pour l'installation de sprinklage et R5 pour l'installation des Robinets incendie armés (RIA).

L'inspection des installations classées a pu constater sur site :

- le remplissage de la réserve de 1100 m³ à l'entrée du site à la quelle est associé 3 prises d'aspiration de 100 mm;
- la présence des deux réserves souples de 120 m³ associée chacune à une colonne d'aspiration de 100 mm contre deux prises de 100 mm prévues dans l'arrêté préfectoral;
- la présence d'un poteaux incendie assurant le tiers du besoin d'eau sous pression (vu rapport d'essai Aqua Contrôle).
- la présence des extincteurs répartis.
- le groupe motopompe associé à l'installation de sprinklage (mode automatique sans défaut) ;
- la réserve d'eau associée à l'installation de sprinklage (volume d'eau non contrôlé);

Les aires de stationnement des engins pour mise en aspiration sont hors des effets thermiques (selon l'étude FLUMILOG mise à jour).

Les essais de mise en aspiration des réserves souples et du poteau incendie ont été réalisés le 13 janvier dernier (à la suite de l'inspection). L'exploitant a communiqué les conclusions satisfaisantes du SDIS vis-à-vis de ces essais et l'enregistrement des moyens dans la base de données départementale.

S'agissant des prises d'aspiration des réserves souples, considérant le dossier d'enregistrement de l'exploitant présentant la mise en œuvre de deux prises d'aspiration par réserve et l'avis du SDIS du 22 septembre 2023, sollicité dans le cadre de l'instruction, insistant sur la présence de deux prises d'aspiration pour chaque réserve de 120 m³ ; l'inspection des installations classées considère que la présence d'une unique prise d'aspiration constitue une non-conformité. L'exploitant n'a pas pleinement mis en œuvre la formation du personnel, ni organisé d'exercice de défense contre l'incendie au jour de l'inspection à la suite de la mise en exploitation de l'entrepôt. Ce point constitue une non-conformité susceptible de conduire à des suites administratives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant met en œuvre la formation du personnel sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Il planifie et organise un exercice de lutte contre l'incendie conformément aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017. Il communique le compte-rendu de l'exercice à l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, sous ce même délai, l'exploitant met en œuvre, pour chaque réserve d'eau, de 120 m³ une colonne d'aspiration de 150 mm munie de deux sorties de 100 mm conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Détection automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre d'un DAI
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une attestation justifiant que l'actionnement du système de sprinklage assure le déclenchement du système de sécurité incendie (SSI) de l'établissement et donc l'alarme. Les cellules sont également dotées de détecteurs optiques de fumée. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées des PV d'essai, satisfaisants, de l'installation de détection de fumée et rapport de mise en service du SSI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2024, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et surveillance du rejet des eaux pluviales
Prescription contrôlée : <i>En lieu et place des dispositions de l'article 1.6.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :</i> Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Cette disposition ne concerne pas la zone d'accès commune véhicules légers et poids lourds, la voie de circulation des véhicules légers, ainsi que l'aire de stationnement des véhicules exclusivement légers. Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;
- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;
- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;
- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO₅) inférieure à 100 mg/l.

La qualité des eaux pluviales ruisselant sur la zone d'accès commune véhicules légers et poids lourds, la voie de circulation des véhicules légers, ainsi que l'aire de stationnement des véhicules légers, fait l'objet d'une surveillance renforcée par la réalisation de mesures semestrielles sur l'ensemble des paramètres suscités. La surveillance renforcée pourra être supprimée après 3 ans de mesures conformes consécutives et revenir sur une mesure annuelle.

L'exploitant identifie sur un plan l'ensemble des points de mesures de rejets des eaux pluviales et le tient à disposition de l'inspection.

Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA₅ du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA₅.

En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.

Constats :

Le site dispose de 4 points de rejets des eaux pluviales (bassin ouest, bassin est, bassin sud et puisard nord)

Les rapports de prélèvement du 1er et 2nd semestres 2025 ont été présentés. Il est à noter que les relevés n'ont pu être réalisés dans le puisard Nord en l'absence d'eau.

Les mesures présentées en 2025 étaient conformes sur les autres points de prélèvement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Etablissement du PDI

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la

liste des interlocuteurs internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté son plan de défense incendie (PDI), à l'état de projet.

L'inspection n'a pas procédé à un contrôle exhaustif du contenu. Il a simplement été mis en évidence l'absence de plan permettant de localiser les commandes de désenfumage et la nécessité de formaliser les dispositions relative à la formation du personnel, la qualification et l'entraînement du personnel.

Il est à noter que l'absence de PDI opérationnel pour un site en fonctionnement constitue une non-conformité susceptible de suites administratives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant finalise son plan de défense incendie conformément aux dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en veillant notamment à intégrer / compléter le plan de désenfumage de la localisation des commandes de désenfumage et en décrivant les dispositions relative à la formation du personnel, la qualification et l'entraînement du personnel.

Il communique le PDI finalisé au SDIS et à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité électrique / foudre / PV
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'interrupteur de coupure générale de l'alimentation électrique a bien été constaté sur site.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport initial de vérification des installations électriques de la cellule 2, daté du 2 octobre 2025. Ce rapport ne comprend aucune anomalie ni défectuosité. Le rapport de la cellule 1 n'a en revanche pas été présenté ni transmis.</p> <p>S'agissant de la protection foudre, l'exploitant a communiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'analyse du risque foudre (datée du 22 août 2024). Cette analyse préconise la nécessité d'une protection contre les effets directs et indirects, identifie les organes de sécurité à protéger (installation de sprinklage, SS, onduleurs, vidéo-surveillance, etc.) et les liaisons équipotentielles à réaliser. • l'étude technique foudre (datée du 22 août 2024). Cette étude définit les équipements de

protection en mettre en œuvre et établit la notice de vérification et de maintenance.

- le Dossier des ouvrages exécutés associé aux travaux de protection contre les effets directs (installation de 2 paratonnerres à dispositif d'amorçage (PDA)) réalisés entre septembre et novembre 2025. Ce dossier ne porte que sur la protection contre les effets directs. L'inspection des installations classées a constaté sur site la mise en œuvre des PDA et des descentes associées (avec compteurs de coups). En revanche, aucun élément n'a été présenté s'agissant de la protection contre les effets indirects.

Selon l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. En considérant les travaux de mise en œuvre des protections (PDA), la vérification complète doit être réalisée avant mai 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 1 mois, l'exploitant communique le rapport de vérification initiale des installations électriques de la cellule 1.

L'exploitant réalise la vérification complète des installations de protection contre la foudre avant le 31 mai 2026 et transmet, à réception, le rapport de vérification complète à l'inspection des installations classées en s'assurant que l'ensemble des protections (contre les effets directs et indirects) prescrit dans l'étude technique foudre a bien été installé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois